



La guerre, c'est le Capital et l'État-nation !

♪ « *Moi, mon colon, cell' que j'préfère,
C'est la guerr' de quatorz'-dix-huit !* » ♪

Il n'avait pas tort Brassens, car, de toutes les boucheries que la soldatesque capitaliste a perpétrées, c'est bien celle de 14/18 qu'est la plus chouette !

Mais comment en est-on arrivé là ?

Au milieu du XIV^e siècle, la peste noire arrive en Europe. En éliminant le tiers de la population européenne, elle provoquera une crise sans précédent du féodalisme. Au XVI^e siècle, la réponse anglaise à ce « manque à gagner » fut la réquisition de terres (*enclosures*) et le « prêt » de celles-ci, moyennant une rente (fermage), à des fermiers qui, employant des salariés pour maximiser la production, sont mis en concurrence : le *capitalisme* était né !

À la fin du XVII^e siècle, les aristocrates capitalistes (*gentry*) et les monarchistes tenants du régime absolu (*nobility*) anglais s'affrontent pour le pouvoir. Ils finiront par se le partager, les premiers prenant l'économie et les seconds le politique. Alors qu'à la même époque, il existe en France 360 codes juridiques différents, en Angleterre le féodalisme se centralise, et la seule *common law* est appliquée (élaborée du XI^e au XV^e siècle) : l'*État-nation* était né !

Bien que le capitalisme n'ait pas donné naissance à l'État-nation (seule organisation sociale au XVII^e siècle séparant les sphères économique et politique), et que ce dernier ne soit pas à l'origine du capitalisme, les transformations sociales qui ont favorisé son essor furent les mêmes qui permirent à l'État-nation de bien s'implanter et de se définir. L'État-nation et le capitalisme sont dès lors inséparables, tant et si bien qu'il nous semble évident qu'abolir l'un ne peut se faire sans abolir l'autre.

En investissant dans sa production une grosse partie de ses extorsions coloniales, l'Angleterre devint rapidement un pays très puissant. L'activité était alors mécanisée (regroupement d'artisans dans des manufactures ; les travailleurs gardaient la maîtrise de la production), et la machine hydraulique, dont le fonctionnement exigeait une cohésion collective (construction, puis entretien de canaux pour une alimentation constante en eau), fut délaissée au profit de la machine à vapeur qui offrait davantage de souplesse et de mobilité (le charbon ne gèle pas !). Ce « choix » historique ne doit-il pas être interrogé à la lumière des problèmes écologiques actuels ? Jusqu'au début du XVIII^e siècle, les autres pays d'Europe utilisaient leurs rackets coloniaux à lever des armées pour, d'une part, étendre leurs colonies, mais également dans le but d'extorquer impôts et autres taxes à leur propre paysannerie. Cela leur permettait aussi de revendre le butin de leurs pillages coloniaux ou le fruit du travail des esclaves sur différents marchés (sucre, tabac, *etc.*). Tandis que le capitalisme se base sur la production rationnelle et la concurrence, le féodalisme, quant à lui, reposait sur la circulation des biens pour l'enrichissement de ses tenants.

L'impérialisme, qui n'est pas propre au capitalisme, prit dans ces conditions une nouvelle forme. Le pouvoir anglais colonisa l'Irlande en s'accaparant des terres et en y installant le fermage. Ces terres colonisées furent « allouées » à des paysans anglais, écossais et irlandais, pris en otage et mis en concurrence. Le capitalisme, qui n'est alors qu'agricole, se répandit jusqu'à ce que l'Angleterre finisse par absorber son voisin.

D'autres pays d'Europe suivront la « réussite » anglaise. Par exemple, il aura fallu attendre près d'un siècle pour qu'un pays comme la France passe d'un régime monarchiste absolutiste, avec une gestion de type féodal, à une « république » de type État-nation séparant, de fait, les sphères politiques et économiques.

Ainsi donc, les Etats-nations se constituèrent sous forme d'empire, de monarchie constitutionnelle, de république... et, tous, passèrent successivement de la mécanisation à l'industrialisation capitaliste (Grande-Bretagne 1790, France 1830, Allemagne 1850, Russie 1880, Japon 1890, Italie 1890, etc.). Dès lors, les fabriques seront gérées par les capitalistes avec des règles pour augmenter la production - temps de travail, punition pour manque de rendement, etc.

Conséquemment à ce bouleversement économique, politique et social, des dissensions ne tardèrent pas à se manifester, poussant les États-nations à se militariser. En interne, ces conflits vinrent de divergences tant politiques - recherche du système le mieux adapté au capital - qu'économiques - passage de la mécanisation à l'industrialisation (révolutions de 1818, 1830, 1848, 1870...). Et, en externe, cela se traduit par deux volontés complémentaires : soit celle de redistribuer ou d'acquérir des colonies afin d'y déverser la surproduction de marchandises - une source non négligeable d'enrichissement -, soit par celle d'acquérir à bas prix des matières premières - la garantie d'une production pérenne grâce à un approvisionnement continu et sécurisé.

Au début du XX^e siècle, nous relèverons deux faits particulièrement marquants. D'abord, on assiste au délitement de l'empire ottoman (favorisant sa future alliance avec l'Allemagne entre autres) sur fond de guerres géostratégiques, larvées le plus souvent, comme en témoigne la crise dite « d'Agadir ». En voici le résumé : En 1911, à l'appel d'un sultan se sentant menacé par la convoitise d'un pouvoir allemand s'estimant en retard dans la course coloniale, le gouvernement français fait intervenir son armée au Maroc. La guerre sera évitée de peu grâce à un jeu diplomatique qui aboutira en 1912 au traité de Fès, actant la sécession à l'empire allemand de territoires précédemment conquis au Congo et au Cameroun par les militaires français ; en échange, la république française et le royaume espagnol auront les mains libres au Maroc. Ensuite, c'est sur le continent européen que ça se passe.

En 1914, l'Autriche-Hongrie, soutenue par le pouvoir allemand, déclare la guerre à la Serbie accusée d'avoir fomenté l'assassinat de l'archiduc. La première guerre mondiale vient d'éclater.

On ne compte plus les morts que cette organisation politico-économique, États-nations et Capital, a digéré et digère toujours et encore. C'est pour sortir de ce marasme que nous, anarchosyndicalistes, aspirons à de nouvelles formes d'organisation de la société.

Selon nous, le changement ne viendra en aucun cas d'un nouveau régime de propriété des moyens de production ou d'une répartition plus juste des bénéfices de celle-ci. Nous, ce que nous visons, c'est la fin des antagonismes de classe ! Aussi, pour éliminer cette compulsion mortifère de la « production-pour-la-production-et-pour-le-profit », il nous paraît évident qu'il faudra en passer par l'expropriation de tous les propriétaires des moyens de productions (avec pour conséquence l'abandon du salariat et de toutes ses formes dérivés) et par l'abolition de l'État. Tout ce qui soutient la logique marchande n'a pas de raison d'exister ailleurs que dans son propre système : le personnel militaire et policier, les banques, le système financier et les assurances, la publicité et le marketing, les bureaucraties nationales et internationales, des pans considérables de l'industrie (militaire → production d'armes et d'équipement militaire ; chimique → l'écrasant secteur agrochimique - pesticides, fongicides, herbicides... -, les biotechnologies → OGM ; énergie → le funeste secteur du nucléaire, etc.). Une fois libérés de leurs chaînes, les producteurs s'organiseront librement et entameront la transformation sociale.

Non à toutes les guerres ! À bas l'État-nation et le capitalisme !

Vive l'anarchie !

Le Syndicat Intercorporatif de Montpellier, CNT-AIT, est une organisation anarchosyndicaliste, fédéraliste et internationaliste, pratiquant la gestion directe. Ses moyens sont l'action directe (grève, boycott, sabotage du bénéfice patronal...) et la solidarité. Son but est de contribuer à l'émergence d'une société communiste anarchiste.

Pour nous contacter et recevoir gratuitement deux exemplaires de notre presse :

Syndicat Intercorporatif de Montpellier CNT-AIT – BP 41176 – 34009 Montpellier cedex 1

contact@cnt-ait-montpellier.org

<http://www.cnt-ait-montpellier.org/> - Confédération Nationale du Travail : <http://www.cnt-ait-fr.org/>